

Je dis au ministre, avec tout le respect que nous avons tous pour lui, qu'à mon avis, c'est ce qui est arrivé dans le cas de ce bill. Un objectif vraiment humanitaire a été tronqué par les craintes dont j'ai parlé. Il en résulte un bill qui n'a pas atteint ses objectifs, mais qui présente des difficultés plus grandes encore pour un grand nombre des intéressés.

Le député de Carleton (M. Bell) avait absolument raison de dire qu'en donnant ces pouvoirs définitifs à une Commission et qu'en établissant méticuleusement les limites de son autorité, il n'y a pas plus de chance que des considérations humaines entreront en ligne de compte; il y en a moins. Quel que soit le ministre avec qui on devra traiter, que ce soit le député de Carleton lorsqu'il était ministre de l'Immigration, ou M<sup>me</sup> Fairclough, qui était ministre de l'Immigration dans le gouvernement précédent, ou le député de Matapédia-Matane (M. Tremblay), ou l'actuel ministre des Transports (M. Pickersgill), ou l'actuel ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Marchand), ou le ministre du Travail (M. Nicholson), je sais par expérience que lorsqu'une question leur était soumise, qu'ils l'aient approuvée ou non, des facteurs humains entraient en ligne de compte. On ne peut être sûr qu'il en sera ainsi aux termes de la mesure à l'étude. Cette mesure législative pourra avoir des résultats moins désirables que lorsque la décision finale était laissée à la discrétion du ministre. J'espère donc de tout cœur que lorsque le comité plénier de la Chambre sera saisi du bill, le ministre prêtera une oreille attentive à certaines des objections importantes et valables que j'ai faites, et que nous nous efforcerons tous de modifier cette mesure législative afin d'atteindre les objectifs vers lesquels nous tendions.

**M. A. B. Patterson (Fraser Valley):** Monsieur l'Orateur, nous examinons un bill qui a trait, sauf erreur, à l'un des aspects les plus importants de l'administration du gouvernement: l'immigration au Canada et le développement de notre économie. Je suis certain également que nombre de députés se rendent compte de l'importance pour notre pays de l'arrivée continue de nouveaux immigrants. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord parce que notre pays est extrêmement vaste et notre population très limitée. A mon sens, la seule façon de permettre à l'essor de notre pays de continuer et de faire du Canada ce qu'il doit être, consiste à accroître sa population afin que celle-ci puisse relever les défis

[M. Lewis.]

actuels et s'employer collectivement à atteindre le niveau de développement que nous souhaitons tous. En outre, il faut admettre qu'en un territoire aussi vaste que le nôtre, et vu la densité de la population d'autres régions du monde, on ne saurait se contenter d'une aussi faible population. J'estime donc qu'il nous faut ouvrir la porte à l'immigration et accueillir ceux qui veulent s'installer chez nous.

• (4.10 p.m.)

Évidemment, nous devons reconnaître l'importance de certains principes directeurs en matière d'immigration. Je ne pense pas que nous puissions ouvrir nos portes toutes grandes. Cela desservirait non seulement le pays, mais aussi les immigrants en puissance. Toutefois, compte tenu des conditions qui règnent au Canada, j'estime que si le gouvernement établissait et appliquait des politiques facilitant l'absorption, dans notre vie économique et sociale, de ceux qui désirent immigrer chez nous, rien ne s'oppose à ce qu'on maintienne un programme très vigoureux d'immigration.

Nous devons reconnaître que les immigrants ont fait un apport immense à notre pays dans presque toutes les sphères d'activité: l'industrie, l'agriculture, le commerce et les finances, en plus de leur apport sur le plan culturel. En maintes occasions, on a consigné au compte rendu des débats de la Chambre des chiffres qui ont démontré de quelle manière ces néo-Canadiens ont enrichi le Canada et la vie des Canadiens. Nous savons que cette situation se perpétuera si nous continuons d'accepter les immigrants au pays.

Certains ont de temps à autre donné à entendre que l'entrée d'immigrants au pays pouvait nuire à l'économie canadienne. Je ne le crois pas. Autrefois, nos politiques d'immigration étaient tellement restrictives que l'admission d'étrangers au pays ne semble pas avoir été préjudiciable à nos intérêts. Par conséquent, une large politique d'immigration appliquée avec tolérance permettra de continuer d'admettre un nombre croissant d'immigrants, ce qui ne devrait produire que d'heureux effets pour les uns et les autres.

Toutefois, je crois qu'il y a eu des contradictions et des paradoxes dans les diverses politiques du gouvernement en ce qui concerne l'immigration et leur effet sur l'immigration en général. Je voudrais en premier lieu me reporter à une déclaration du professeur Eastman dans son analyse critique de